Avec la Cgt 04

L'action, C'est maintenant!

Sommaire

Journée fonction publique du 10 octobre à Digne

Mobilisation du 16 novembre + Interview de Pierre Mille pour le collectif ouvriers agricoles 04

Blocage du site de Géométhane le 19 octobre à Manosque

Rencontre avec la
Députée Bagarru
sur la question des
EHPAD - Interview de
Christelle Clara

Grève à Porte Accueil Sainte-Tulle

Témoignage d'Etienne Dècle sur Notre-Damedes-Landes (La ZAD et son monde)

Conseils lectute +

Journée confédérale Femme et Mixité

Numéro Octobre 2017

Le bulletin de l'UD 04

Union Départementale Des syndicats CGT des Alpes de Haute Provence



EDITO

Le Président n'a fait que confirmer lors de sa dernière intervention télévisée qu'il ne défendrait pas les citoyens contre le contexte difficile, mais essaierait juste d'un peu mieux les armer, sans remettre en cause sa politique pour les riches, comme son nouvel ordre social complètement inégalitaire.

Tout le monde est touché : les élus locaux qui ne peuvent plus assurer les missions de services publics, les étudiants, les retraités, les agents du public, les salariés du privé, et plus globalement la très grosse majorité de la population.

Nous ne sommes pas jaloux des riches contrairement à ce qu'à dit Macron dans son intervention. Nous voulons simplement une société plus juste, une meilleure répartition des richesses.

La méthode des ordonnances sur La loi Travail 2 XXL est une méthode que Macron et son gouvernement veulent appliquer pour les autres thématiques (assurance chômage, formation, retraites, sécu...), elle est antidémocratique et soumise à la seule volonté du MEDEF.

C'est un combat de classe de grande intensité où tout est attaqué en même temps.

Face à des attaques globales, il faut une riposte globale. On ne peut pas accepter

qu'on mette les travailleurs dans une insécurité sociale permanente, avec pour seuls objectifs :

- Sécuriser les dividendes
- Continuer à enrichir les 1% des plus riches .

Même si elles ne sont pas toujours coordonnées, toutes nos actions sont utiles.

Face à la gravité de la situation, la participation de tous est nécessaire :

- Des Assemblées générales sont indispensables
- Il nous faut passer un cap dans la mobilisa-
- Il nous faut lever les doutes
- Il nous faut redonner confiance et avoir conscience que nous pouvons GAGNER!

Il est plus que jamais nécessaire de faire converger les revendications et les mobilisations à l'heure où le gouvernement et le Medef essaient constamment de nous diviser.

Le terreau semble plus que favorable, le potentiel existe, ne restons pas en retrait dans nos boites. Il ne faut pas qu'un seul salarié ne soit pas au courant de ce qui se passe! Donnons-nous les moyens d'élever le rapport de force à un niveau plus atteint depuis très longtemps!

Sylvain Moretti



JOURNÉE FONCTION PUBLIQUE:

PLUS DE 1000 MANIFESTANTS A DIGNE LE 10 OCTOBRE

1000 manifestants se sont rassemblés à Digne les Bains (vor photo ci-dessous) dans le cadre de la journée nationale fonction publique du 10 octobre.

Au-delà de la suppression de 120.000 postes annoncée d'ici la fin du quinquennat, du gel des rémunérations et du rétablissement du jour de carence, qui vont rendre leurs conditions de travail et de vie de plus en plus dures, les agents des services publics dénoncent une politique qui renie le principe d'égalité des territoires et des citoyens dans des domaines aussi essentiels que la justice, l'accès à la culture, à la santé ou à l'éducation.

Les politiques conduites depuis plusieurs années, sous prétexte de diminution du budget de l'Etat, ont eu pour conséquence de déstructurer un peu plus la présence des services publics sur nos territoires, d'en affaiblir le maillage, la proximité et de réduire les moyens nécessaires à la réponse aux besoins des populations.

Les premières victimes de ces politiques sont les personnes les plus fragiles : personnes âgées, personnes défavorisées, personnes à faible mobilité, personnes issues des territoires ruraux.... Mais aussi les personnels qui sont confrontés au quotidien aux dysfonctionnements issus des réorganisations, au mécontentement qu'elles génèrent auprès des usagers, à l'accentuation de la charge de travail au détriment de

la qualité, avec des injonctions contradictoires, sources de souffrance au travail...

De plus, alors que les français sont très attachés à leur service public, les attaques se sont multipliées au travers de la notion même de service public régulièrement remise en cause par les différents mélanges de genre public / privé, où le contrat bouscule la loi. Cette remise en cause s'est aussi effectuée au travers des réformes récentes renforçant le travail profond et silencieux de démantèlement de nos structures.

C'est pourquoi de nombreuses luttes ont émergé dans le département, sous l'impulsion la plupart du temps de la CGT, pour imposer la nécessité de mener des politiques visant à la reconquête de nos territoires par les services publics et donc de leur attribuer les moyens nécessaires à la conduite de leurs missions dans leur entièreté et à garantir les principes de continuité, de mutabilité, d'égalité et de garantie d'accès qui en sont les fondements.

Nous sommes attaqués par les mêmes pour les mêmes objectifs. Mais après, les incidences, la déclinaison sont différentes selon les professions. Avec la Loi Travail (1 et 2), on fait en sorte de prendre encore moins de richesses au Capital pour alimenter notre modèle social ou la fonction publique. Donc, on voit bien que tout est lié.

Il est important d'articuler, le mieux possible, les mobilisations interprofessionnelles (ex : Loi Travail) et les mobilisations professionnelles (ex : journée du 10 octobre). Ce n'est pas simple, mais c'est nécessaire. Nous avons des sujets transversaux sur lesquels travailler comme la question de l'eau et la question des EHPAD par exemple.



Ordonnances Macron / Medef:

LE 16 NOVEMBRE, TOUS ENSEMBLE CONTRE LA RÉGRESSION SOCIALE!

La mobilisation contre les ordonnances Macron ne faiblit pas, loin de là. Le 24 octobre dernier, les organisations syndicales - GCT, FO, CFDT, Solidaires, CFE-CGC, Unef, UNL, FIDL, UNsa, FSU, CFTC - étaient réunis, au niveau national, pour décider de la suite à donner à la politique anti-libérale du gouvernement Macron-Medef. Dans une déclaration commune, la CGT, FO, Solidaires, Unef, UNL, FIDL, font le constat que la politique actuellement menée vise à accroitre les inégalités au profit d'une minorité.

Les organisations syndicales ciblent en particulier de nombreuses dispositions inacceptables des ordonnances, les réformes à venir sur l'assurance chômage, la formation professionnelle, la sélection des jeunes à l'entrée de l'enseignement supérieur, l'augmentation de la CSG, les atteintes au service public.

Au niveau départemental, une réunion intersyndicale est prévue le lundi 6 novembre à 11h00 à Digne pour définir les modalités d'actions

(nous vous tiendrons au courant des modalités décidées dans la foulée)

« Nous avons besoin de redonner plus de collectif dans un secteur où nous sommes particulièrement isolés »

Interview de Pierre Mille - Collectif ouvriers agricoles 04

Pourquoi avoir monté ce collectif ouvriers agricoles 04 ?

Ce collectif est tout nouveau. L'idée est que nous sommes tous, chacun dans notre coin, isolés, avec une information qui ne circule pas. On a souhaité casser cet isolement. Il s'agit aussi de travailler les solidarités dans un secteur avec des conditions de travail très difficiles. Nous avons besoin de plus de collectif dans une société toujours plus individualiste.

Nous avons besoin de savoir ce qui se passe dans les autres fermes. Nous avons également besoin d'échanger, de partager les informations sur nos droits (démarches pour s'installer, Santé, Mutuelles, MSA, formation...).

Nous sommes un secteur où les saisonniers représentent 70% des travailleurs. Qui dit précarité, dit non organisés, craintifs, repliés sur soi. Beaucoup de gens ont des idées reçues sur les syndicats dans notre secteur souvent par méconnaissance ou parce qu'ils l'entendent dans les médias.

Les ouvriers agricoles sont très hétérogènes et n'ont pas l'impression d'avoir un destin commun. De plus, il y a de nombreuses nationalités représentées dans le département comme ailleurs, ce qui accentuent le sentiment d'hétérogénéité.

Il y a en ce moment les assises des Etats Généraux de l'alimentation à Paris, et malheureusement, il n'y a aucun mot sur les conditions de travail ou sur le travail agricole. 70% du travail produit dans le 04 est réalisé par des ouvriers agricoles (saisonniers) et non par les paysans. Pourtant les ouvriers agricoles sont invisibles et sont oubliés des négociations.

Le collectif maintenant créé, quelles sont vos premières réflexions ? Et peut être projet ?

Nous sommes en train de nous organiser en bureau, pour ensuite travailler à s'élargir, et voir ensuite comment faire avancer nos idées et nos propositions.

Nous avons un département très riche en matière agricole, mais on manque de réflexion sur ce qu'est la qualité.

Le fait que l'agricole soit dans un secteur marchand, nous sommes dans une logique de compétition permanente qui ne va pas dans le sens de la qualité. Pourtant à l'échelle locale, on peut mettre en place des initiatives intéressantes.

Le « Bio » se développe, c'est bien, mais il n'y a aucun mot sur l'aspect social. Parfois, les conditions de travail peuvent être pires.

Plus concrètement, nous menons des réflexions sur l'organisation de fêtes agricoles et projections de film. Nous envisageons également la réalisation et la distribution d'un guide des ouvriers agricoles sur les démarches, les droits et divers conseils.

BLOCALE DU SITE « GÉOMÉTHANE » A MANOSQUE LE 19 OCTOBRE

Interview des représentants CGT du site



En tout premier lieu, nous sommes en grève contre les ordonnances Macron MAIS aussi pour une réelle politique industrielle dans nos entreprises.

En clair, les ordonnances Macron et les décisions employeurs confirment un recul du pouvoir d'achat, gel du SNB en 2016 + augmentation cotisation CSG (pas de compensé dans les IEG + évolution du SNB proche de zéro (0,2).

Le gouvernement confirme la révision ou destruction du régime de retraite. Pour mémoire nous sommes déjà adossé au régime général, désormais c'est sur le calcul de la pension que le gouvernement envisage de revenir avec une assiette sur les 25 dernières années. Ce qu'on dénonce c'est bien un nivèlement vers le bas pour tous, pourquoi ce choix si ce n'est pour satisfaire le patronat. Pour relancer la croissance cela passe par la préservation du pouvoir d'achat.

Le gouvernement par la voix de son ministre des finances rejoint par Isabelle Kocher confirme qu'il faut en finir avec les statuts de la SNCF et des IEG (Industries Electriques et Gazières).

Par ailleurs, la DG du groupe en demandant la fin du statut demande aussi que le groupe soit alléger des contraintes de services public. Pour la CGT c'est inentendable et inacceptable, le service public, la sécurité d'approvisionnement, l'accès pour tous à l'énergie ne peuvent et ne doivent souffrir en aucun cas d'une seule gestion financière.

Sur ce point la CGT dénonce le désengagement de l'état du groupe Engie.

Sur Storengy, aujourd'hui les évolutions règlementaires font peser des incertitudes sur l'avenir des sites industriels, un risque réel sur la sécurité d'approvisionnement de la France. Ces incertitudes et risques sont accrus par des décisions managériales d'entreprise (Entre autre ne pas valoriser toutes capacités de Storengy).

PROCHAINE COMMISSION EXECUTIVE DE L'UD CGT 04 LE 7 NOVEMBRE A MANOSQUE

Il sera notamment question d'aborder la préparation du prochain congrès de l'UD qui se tiendra à la fin du printemps 2018.

PLUS DE MOYENS POUR LES EHPAD!

SUITE DU PROCESSUS DE MOBILISATION POUR LES EHPAD DU DÉPARTEMENT : RENCONTRE AVEC LA DÉPUTÉE DELPHINE BAGARRY DU 30 OCTOBRE

Interview de Christelle Clara, SG Syndicat CGT de l'hôpital de Forcalquier

Depuis le mois de juillet, l'USD CGT Santé et Action Sociale 04 et les différents syndicats du secteur du département ont débuté un processus de mobilisation pour défendre des conditions de travail et une prise en charge de qualité dans les EH-PAD publics et privés.

S'en est suivi des rencontres avec les personnels, des grèves (lorsque cela était nécessaire), des signatures de pétitions à destination des usagers et leur famille, et des rencontres avec les élus et financeurs du département.

C'est dans ce cadre que nous avons rencontré la nouvelle Députée Delphine Bagarry le lundi 30 octobre à sa permanence de Digne les Bains.

Nous lui avons expliqué avec détermination que : La réforme de la tarification des maisons de retraite en cours (dont les CPOM font partie) va entrainer à termes une baisse des dotations (200 millions d'euros de baisse annuelle au niveau national selon la FHF représentant les directeurs d'hôpitaux et d'EHPAD). Et le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 ne répond ni au constat de la situation dressé par la mission Flash de l'Assemblée Nationale ni aux exigences des personnels en souffrance. La situation ne peut perdurer. C'est pourquoi la CGT se mobilise pour la création d'emploi, le développement de la formation, la reconnaissance des qualifications, la qualité de l'emploi, la qualité de la prise en charge des résidents. Nous lui avons demandé de prendre ses responsabilité et de prendre position pour la défense des EHPAD à l'Assemblée Nationale au travers de ses votes et de ses interventions mais également dans le département.

Nous sommes tombés d'accord sur le manque de moyens dans les EHPAD, sur la précarisation trop importante du personnel. Nous sommes également tombés d'accords sur l'aménagement du territoire : il faut replacer les EHPAD au cœur des villages et arrêter de les déplacer à l'extérieur. On n'accepte plus de voir les gens vieillir, alors on les cache. Mais si on ne les voit plus, ils n'existent plus.

Un point de divergence important a été lorsqu'elle nous a dit qu'elle était pour les glissements de tâches



et la polyvalence (sans augmentation de salaire), ce qui nous a fait bondir de notre chaise. On ne rentre pas dans un hôpital ou un EHPAD comme dans un hall de gare, il y a des qualifications, il faut les respecter, et avoir un salaire à la hauteur.

Nous avons eu quelques points de convergences : comme sur la nécessité d'avoir une gestion beaucoup plus humaniste, d'avoir plus d'écoute et de reconnaissance des personnels. Elle était d'accord avec nous sur les conditions de travail déplorables qu'on rencontre dans les EHPAD publics et privés, comme sur une gestion purement technique et comptable qui s'est généralisée.

Elle était d'accord avec nous sur le manque de lits à des prix accessibles, comme le manque de lits médicalisés. Le manque ou l'absence d'infirmière la nuit a également été souligné. Nous sommes également tombés d'accord sur le fait qu'il faudrait imposer aux nouveaux médecins diplômés, de s'installer dans les déserts médicaux (pendant 3 ou 5 ans par exemple). Elle même est médecin et a reconnu que son avis est très largement minoritaire à l'Assemblée Nationale ou chez les autres médecins, mais qu'elle militait dans ce sens. Maintenant, nous attendons des actes concrets de sa part et serons vigilants à ses interventions ou votes.

Prochaine étape : une délégation de 15 personnes du département se rendra à la conférence régionale sur les EHPAD qui se tiendra à Marseille le 6 novembre.

GRÈVE A PORTE ACCUEIL SAINTE TULLE



La Ressourcerie Haute Provence (RHP) est un chantier d'insertion appartenant au Groupement d'Économie Solidaire (GES) Reliance, encore bien souvent connu sous le nom de Porte Accueil. Elle a une activité de recyclage, réception de dons et de vente en boutique. Elle se répartit en 3 sites : 2 à Ste Tulle et 1 à Château Arnoux. Une quarantaine de salariés en insertion y travaillent, confiés à 6 permanents qui assurent une mission d'accompagnement vers l'insertion professionnelle. Un chantier d'insertion, c'est un endroit où on regagne de la confiance, où l'on se reconstruit parfois, pour redémarrer un parcours professionnel positif.

Pourtant, une équipe de salariés en insertion vit une situation à l'opposée de celle qu'ils sont venus chercher ici. Ceux qui exercent à la Ressourcerie Boutique, à Sainte Tulle, relatent être victimes depuis des mois (des années pour certains) de faits de harcèlement moral de la part de leur encadrante. Ils décrivent des humiliations, une dévalorisation permanente, des attaques sur leur physique, leurs vêtements, leur apparence, des mises à l'écart, des tensions et représailles, des menaces quant à leur renouvellement de contrat, une infantilisation qui les abîme. Certains, même en grande

précarité, ont préféré démissionner. Certains ont depuis le printemps dernier, demandé le soutien de leurs délégués du personnel (DP).

Le 6 juin 2017, les DP de RHP déposaient une alerte au titre de l'article L 2313-2 du code du travail pour des atteintes graves et répétées à la santé physique et mentale de nombreux salariés en insertion travaillant à Ressourcerie Boutique. Une enquête conjointe délégué du personnel/représentant de l'employeur a été réalisée. Elle a débouché sur un rapport qui fait effectivement état de faits graves et répétés sur de très nombreux salariés. Ce rapport a été remis au Conseil d'Administration (CA) et à la Direction le 16/08/2017.

Au mois de septembre, certains salariés, à bout, ont fait valoir leur droit de retrait et ont refusé de retourner travailler à la boutique.

Depuis, les quelques mesurettes proposées ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation, c'est pourquoi après s'être réunis en assemblée générale, les salariés du GES-Reliance ont entamé un mouvement de grève reconductible. les salariés attendent des décisions rapides et concrètes. Affaire à suivre...



Pour lire la Newsletter du mois d'Octobre du Comité Régional CGT PACA:



La ZAD et son monde : un bien commun des luttes et des innovations sociales

Etienne DECLE, un camarade du 04, apporte un témoignage sur Notre-Dame-des-Landes

(la Fédération nationale des salariés de la construction, bois et ameublement s'est positionnée contre le projet lors de son dernier congrès)

« Nous ne sommes pas des mercenaires ! » déclaraient en mars 2016 les syndicats CGT de Vinci, en réclamant l'abandon du projet de l'aéroport à Notre Dame de Landes et l'arrêt de la criminalisation du mouvement social.

« Sur ce projet, VINCI intervient à la fois comme constructeur et comme exploitant concessionnaire, sur la base de contrats abusifs, d'un financement opaque, de coûts immédiats sous-estimés, de gains futurs surestimés... et de profits permanents garantis! »Tout cela a été clairement mis en évidence malgré le manque de transparence des autorités sur ce dossier. La CGT Vinci refuse ce « partenariat » public-privé (PPP), qui revient à alimenter des profits privés par de l'argent public.

Ce projet d'aéroport est né, il y a 50 ans, de rêves mégalomaniaques périmés. Il ne répond plus aujourd'hui qu'aux intérêts particuliers de VINCI et des promoteurs qui convoitent les terrains ainsi libérés au sud de Nantes – avec l'appui des pouvoirs publics et sur le dos des citoyens contribuables.

« Nous ne sommes ni des mercenaires, ni des esclaves : nous ne voulons pas travailler dans un climat de guerre civile, mais dans les meilleures conditions, avec des droits et des garanties collectives. Nous voulons travailler sur des projets dont nous puissions être fiers pour leur utilité sociale et sociétale (...) Notre boussole reste ainsi l'utilité sociale de la production, l'aménagement de nos territoires, le bien-être des salariés qui les font vivre et la stabilité de nos emplois : le véritable sens du mot progrès. (...) Nous nous associons également aux craintes exprimées relatives au transfert des emplois liés à l'activité de l'aéroport de Nantes-Atlantique (...), et à la disparition de ceux qui sont liés aux activités agricoles sur le site de Notre-Dame-des-Landes. »

Plus récemment, cet été, le collectif syndical contre l'aéroport et son monde, déclarait que « grâce aux paysans historiques mobilisés dès les années 1970, et à toutes celles et ceux qui ont suivi, la lutte tenace de Notre Dame des Landes et son occupation des terres

s'affirme comme un bien précieux pour les militant·es bataillant contre le rouleau compresseur capitaliste et la dépossession de nos vies. ».

La ZAD et son monde est un bien commun ; un bien commun des luttes tout d'abord, de combat « face à l'Etat, aux multinationales, aux féroces appétits de terres » et un lieu d'innovation sociale et politique et d'expérimentation des possibles tentatives d'émancipation du capitalisme.

Ainsi des liens se nouent entre toutes les luttes menées en France (mouvements de solidarité avec les migrants,...) et dans le monde (en Grèce, au Chiapas,..). Le territoire de la ZAD incarne aussi aujourd'hui une solidarité durable avec les luttes du monde paysan.

Jusqu'ici, face aux diverses menaces d'expulsion, manœuvres et tentatives de division, seule la cohésion entre les composantes de la lutte, hétérogènes mais toujours unies, a bâti un rapport de force qui a fait échouer ses intentions néfastes.

Et le collectif de conclure :« A l'heure où la mission des médiateurs laisse planer l'hypothèse d'un possible abandon du projet, mais assorti, disent-t-ils, d'un « retour à l'ordre », le collectif syndical contre l'aéroport réaffirme son soutien indéfectible à un autre bien commun : l'unité dans la diversité des modes d'action et des mobilisations. C'est cette cohésion qui a fait reculer le pouvoir jusqu'ici, c'est cette cohésion qui arrachera l'abandon du projet, c'est encore cette cohésion qui permettra de garder cette zone, ses terres, son esprit et ses espoirs vivaces. »

(A suivre..)

Pour en savoir plus :

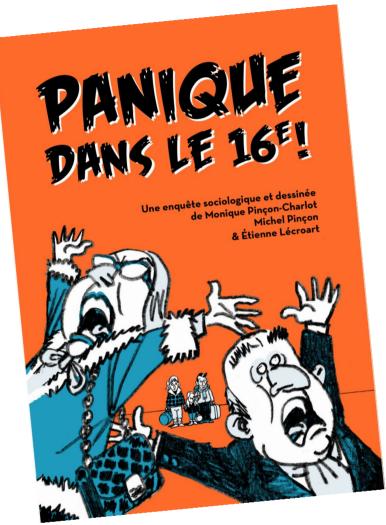
http://construction.cgt.fr/actualites/declaration-dessyndicats-cgt-de-vinci-reclamant-labandon-du-projetde-laeroport-a-notre-dame-de-landes-et-larret-de-lacriminalisation-du-mouvement-social/

http://zad.nadir.org/spip.php?article4238

https://blogs.mediapart.fr/collectif-syndical-contrelaeroport-de-nddl

Conseils lecture:

" Panique dans le 16e ! "



Le 14 mars 2016, la réunion de présentation d'un projet de centre d'hébergement d'urgence dans le très chic et très riche 16^e arrondissement de Paris tourne à l'émeute! Pour protester contre cette intrusion de la réalité sociale du pays dans leur havre de paix et de prospérité, les grands bourgeois du 16^e se comportent comme les « racailles inciviques et violentes » qu'ils sont si prompts à dénoncer.

Cette explosion de violence qui a choqué l'opinion publique est un véritable bijou sociologique à partir duquel les sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot, spécialistes de la grande richesse, tirent les fils et analysent les enjeux de cet événement: l'entre-soi des beaux quartiers, le sentiment de propriété des riverains du bois de Boulogne, le cynisme et la violence des riches, leur conception pour le moins très particulière de la solidarité.

Une enquête mordante alternant entretiens, analyses sociologiques, reportage dessiné et dessin d'humour.

Monique et Michel Pinçon-Charlot sont sociologues, spécialistes de la grande richesse.

Etienne Lécroart est auteur et dessinateur de bandes dessinées et dessinateur de presse.



JOURNÉE D'ÉTUDE CONFÉDÉRALE

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES : UN ENJEU SYNDICAL

LE 22 NOVEMBRE 2017 à Paris de 9H00 à 17H00

Les inscriptions se font en ligne : https://goo.gl/thHFsE

Pour voir le programme : http://www.cgt.fr/IMG/pdf/

invitation femmesmixite -hyperlien.pdf